

M. Nickerson: Madame le Président, je trouve que cela n'est pas une réponse. Le bureau du ministre a publié un communiqué juste avant la présentation du budget. Quand les gens du Nord l'ont interrogé à propos de mesures qu'ils anticipaient, soit des augmentations de prix du fuel-oil domestique et du carburant utilisé pour la production d'électricité, il a dit qu'il allait en parler à son collègue le ministre des Finances. J'aimerais savoir s'il a omis de le faire ou si son collègue a passé outre à ses instances.

M. Munro (Hamilton-Est): Non, madame le Président, on ne m'a pas ignoré. J'en ai parlé au ministre des Finances et aussi au ministre du Revenu national. Le député a peut-être remarqué que l'on a décidé de prolonger d'un an de plus le moratoire s'appliquant à l'imposition de certains profits. Je crois que l'on a fait cela pour rendre plus tolérable la situation que le député a signalée. Je dirais que les résidents du Nord ont été nombreux à approuver cette décision.

* * *

L'EMPLOI

LES PROGRAMMES POUR ENCOURAGER L'INDUSTRIE À EMBAUCHER DES DIPLÔMÉS UNIVERSITAIRES

M. Jim Hawkes (Calgary-Ouest): Madame le Président, ma question fait suite à celle d'hier, et elle s'adresse au ministre de l'Emploi et de l'Immigration. Il doit maintenant savoir que le budget a amené la société Amoco et d'autres à annuler tous leurs programmes de recrutement sur les campus. Les étudiants d'université et les diplômés auront beaucoup de difficulté à se trouver des emplois l'an prochain.

Le ministre pourrait-il nous dire quels programmes il prévoit mettre en œuvre en avril et mai pour encourager les industries à embaucher les diplômés de nos instituts techniques, de nos collèges communautaires et de nos universités?

L'hon. Lloyd Axworthy (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Madame le Président, je voudrais d'abord dire que j'espère que le député se servira de son influence auprès du premier ministre de l'Alberta pour lui demander d'annuler la décision qu'il a prise d'interrompre la mise en chantier des projets d'exploitation des sables bitumineux. Ce n'est pas notre gouvernement qui a arrêté ces travaux, c'est le premier ministre de l'Alberta. Je prétends que le député ferait bien mieux d'inciter ses amis de l'Alberta à montrer beaucoup plus d'ouverture d'esprit pendant les négociations au lieu de s'inquiéter de notre gouvernement.

M. Hawkes: Madame le Président, je répète ce que j'ai déjà dit hier. Le chômage est un problème grave. Hier, le ministre a déclaré à la Chambre qu'il revenait d'un voyage dans l'Ouest

Recours au Règlement—M. Clark

et que les représentants de l'industrie pétrolière lui avaient dit qu'il y avait une pénurie de main-d'œuvre spécialisée. Je suppose qu'ou bien il se trompe complètement, qu'il ne sait pas écouter ou alors que ses renseignements sont dépassés. Il y a une semaine, le budget a modifié la situation, et au lieu d'une pénurie, nous connaissons un excédent de travailleurs spécialisés. Le ministre peut-il nous dire qui il a rencontré cette semaine dans l'Ouest et qui lui a donné ce renseignement sur les répercussions du budget sur l'économie canadienne.

• (1500)

Une voix: Il n'est pas allé là-bas depuis des mois.

M. Axworthy: Madame le Président, contrairement au député, j'essaie de rencontrer toutes sortes de gens, et pas simplement les représentants d'une seule compagnie du secteur pétrolier et gazier.

Des voix: Oh, oh!

Des voix: Règlement!

M. Axworthy: Madame le Président, si le député a fini de jouer les chefs de claque, nous pourrions poursuivre la réponse à cette question. Le fait est que dans le budget, plus de 1 million de dollars en subventions et stimulants sont consentis à l'industrie canadienne du pétrole et du gaz pour la mise en œuvre de grands projets de prospection et de mise en valeur dans cette seule province. C'est l'un des plus importants stimulants offerts pour la mise en valeur et l'expansion de l'industrie pétrolière et gazière canadienne dans l'Ouest.

* * *

RECOURS AU RÈGLEMENT

M. CLARK—LE COMITÉ SPÉCIAL MIXTE DE LA CONSTITUTION— LA REPRÉSENTATION DU SÉNAT

Le très hon. Joe Clark (chef de l'opposition): Madame le Président, j'invoque le Règlement au sujet des travaux de la Chambre et des comités de la Chambre. Le leader du gouvernement à la Chambre doit savoir qu'il y a déjà deux jours que le Sénat a convenu de renvoyer la résolution constitutionnelle à un comité mixte du Sénat et de la Chambre des communes. Le parti au pouvoir a eu du mal à trouver des sénateurs pour le représenter à ce comité, et je me demande si le leader du gouvernement à la Chambre pourrait nous dire quels sénateurs représenteront le parti libéral au comité mixte et quand celui-ci commencera ses délibérations. Si je demande cela, c'est qu'il n'y a pas si longtemps, le gouvernement semblait juger cette question si urgente qu'il a vu bon d'imposer la clôture pour mettre un terme au débat à la Chambre. Le leader du gouvernement à la Chambre peut-il répondre à cette question concernant les travaux de la Chambre?